

F. 98 — 2886

[S - C - 98/29362]

**17 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des pouponnières et centres d'accueil agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 2, a, b, c et f;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, notamment les articles 4 et 43;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, notamment l'article 60;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 1998;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance que l'arrêté du Gouvernement du 04 juillet 1997 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des établissements d'accueil de crise agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance a cessé ses effets;

Considérant la nécessité impérieuse de fixer, sans délai, un nouveau cadre réglementaire permettant l'octroi de subventions aux pouponnières et centres d'accueil, tout en garantissant le respect des équilibres budgétaires;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les établissements d'accueil de crise pour enfants ont pour objectif d'offrir un hébergement temporaire aux enfants en vue de favoriser leur réinsertion dans le milieu familial de vie.

Ces établissements d'accueil de crise, ci-après dénommés "les établissements" sont : 1. la pouponnière; 2. le centre d'accueil.

§ 2. Les établissements ont pour mission d'organiser :

1. l'hébergement d'enfants dans un cadre collectif et résidentiel;

2. si nécessaire, l'accompagnement et l'encadrement de l'enfant au sein de son milieu familial de vie, en suite d'un hébergement.

§ 3. Conformément aux dispositions déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, chaque établissement élabore un projet et offre un environnement et un encadrement adaptés aux besoins et à l'âge de l'enfant.

§ 4. La prise en charge d'un enfant par un établissement est limitée à 12 mois, sauf dérogation dont les conditions et les modalités sont déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et approuvées par le Gouvernement.

§ 5. Au premier jour de l'accueil, l'enfant est âgé de moins de 7 ans, sauf si l'un de ses frères ou soeurs est accueilli dans le même établissement. Dans tous les cas, l'accueil prend fin le jour où l'enfant atteint l'âge de 12 ans.

**Art. 2.** Les établissements font l'objet d'un agrément par l'Office de la Naissance et de l'Enfance suivant les conditions et la procédure qu'il détermine.

Cet agrément ouvre le droit à l'octroi de subventions conformément aux dispositions du présent arrêté.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine pour chaque établissement la capacité d'accueil, définie comme le nombre maximum d'enfants que l'établissement est autorisé à prendre en charge.

**Art. 3.** Les établissements respectent le code de déontologie visé à l'article 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse.

**Art. 4.** § 1er. Les établissements sont habilités à apporter leur concours à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse. A ce titre, les établissements bénéficient de subventions octroyées par l'Administration de la Communauté française qui a l'Aide à la Jeunesse et la Protection de la Jeunesse dans ses attributions, s'ils accueillent un enfant qui a fait l'objet d'une mesure décidée par un conseiller ou par un directeur de l'Aide à la Jeunesse ou d'une mesure prise en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la Protection de la Jeunesse, leur confiant l'enfant. Ces mesures sont attestées par un acte écrit dont la forme est déterminée par l'Administration de la Communauté française qui a l'Aide à la Jeunesse et la Protection de la Jeunesse dans ses attributions.

§ 2. L'octroi des subventions à charge de l'Administration visée au § 1<sup>er</sup> est organisé comme suit :

1. le nombre total de journées d'accueil d'enfants dans les établissements, qui peuvent être portées à charge des crédits de l'Administration visée au § 1er, est fixé annuellement par le Gouvernement. Pour les années 1998 et 1999, il est égal au maximum au nombre total de ces journées réalisées par l'ensemble des établissements en 1997;

2. L'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine chaque année, pour le 31 janvier, et pour chaque établissement, la capacité d'accueil d'enfants à charge de l'Administration visée au § 1<sup>er</sup>. Cette capacité est fixée en nombre de journées d'accueil. Pour l'année 1998, cette capacité est, sauf dérogation, égale au nombre de journées d'accueil réalisées par l'établissement pendant l'année 1997. La dérogation est accordée si le nombre de journées excédant la capacité résulte de l'accueil d'enfants confiés à l'établissement avant le premier août 1998 et pour autant que l'établissement ne réalise plus, à partir de cette date, de nouvelles prises en charge visées au § 1<sup>er</sup>. Le dépassement de la capacité d'accueil est autorisé, pour l'année 1998, jusqu'à la fin de la prise en charge du ou des enfants concernés.

§ 3. L'Office de la Naissance et de l'Enfance contrôle l'octroi des subventions, d'initiative ou à la demande de l'Administration visée au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** Le calcul des subventions aux établissements, à charge de l'Office de la Naissance, est effectué comme suit :

1. les crédits réservés aux pouponnières et centres d'accueil dans le budget annuel élaboré par les organes de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont attribués par enveloppe à chaque établissement;

2. l'enveloppe visée au point 1 est fixée sur base du pourcentage que représente le montant de la subvention octroyée à l'établissement par rapport au montant global des subventions allouées à l'ensemble des pouponnières et centres d'accueil pendant une période de référence que l'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine.

**Art. 6.** L'enveloppe fixée conformément à l'article 5 est liquidée trimestriellement aux établissements, au prorata du montant total des dépenses réelles justifiées, déduction faite des subventions octroyées par l'Administration, visées à l'article 4.

Chaque établissement transmet, chaque trimestre, à l'Office de la Naissance et de l'Enfance un relevé des dépenses réelles justifiées et un relevé des journées de présence, effectives ou assimilées, des personnes hébergées.

Le relevé des journées de présence distingue les présences effectives des présences assimilées.

La journée de présence assimilée désigne la période passée en dehors de l'établissement, consécutivement à l'hébergement, dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie. Sont considérés comme travail de réinsertion dans le milieu de vie, les activités, y compris l'hébergement temporaire extérieur, menées à l'initiative de l'établissement et subordonnées aux conditions suivantes :

1. l'élaboration d'un projet individualisé de guidance et d'encadrement, y compris ses modalités d'évaluation, reconnu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2. l'accord des personnes investies de l'autorité parentale;

3. l'implication de la pouponnière ou du centre d'accueil dans le travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu de vie;

4. l'accord de l'autorité qui a confié l'enfant, en application de l'article 4.

**Art. 7.** A la fin de chaque exercice budgétaire, l'Office de la Naissance et de l'Enfance est habilité à octroyer à l'établissement le solde de l'enveloppe fixée conformément à l'article 5, pour autant que le nombre de journées de présences, effectives ou assimilées, dans l'établissement soit au moins égal à 70 % des journées de présence des 4 premiers trimestres relatifs à la période de référence ayant servi au calcul de l'enveloppe visée à l'article 5.

**Art. 8.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance est habilité à attribuer le solde des crédits réservés aux établissements dans son budget, aux établissements dont l'activité évaluée en fonction du nombre des journées de présence, effectives ou assimilées, est en augmentation proportionnellement à la période de référence fixée conformément à l'article 5.

L'attribution du solde des crédits réservés aux établissements est effectuée proportionnellement à l'augmentation de l'activité, à concurrence des dépenses réelles justifiées qui dépassent l'enveloppe visée à l'article 5.

**Art. 9.** Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance confie un enfant à un établissement, il intervient à concurrence des taux journaliers suivants, exprimés en francs belges :

enfant de 0 à 2 ans	1886
enfant de 2 à 7ans	1760
enfant de 7 à 12 ans	1285

Dans les établissements, le pouvoir public ou l'organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient, en outre, à concurrence de 691 francs belges par jour et par enfant, pour couvrir les frais d'entretien de l'enfant qu'il confie à l'établissement.

Pendant les périodes que l'enfant hébergé passe en dehors de l'établissement dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie, l'intervention du pouvoir public ou de l'organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance est fixée à 100 % des taux visés au premier alinéa du présent article.

Chaque journée de présence d'un enfant en dehors de l'établissement, assimilée à une journée de présence effective dans le cadre d'un travail d'insertion sociale ou de réinsertion dans le milieu de vie, donne droit à une allocation complémentaire de 143 francs belges, octroyée aux personnes qui ont la charge de l'enfant, quand l'enfant est bénéficiaire d'allocations familiales perçues par le pouvoir ou l'organisme public qui a placé l'enfant dans l'établissement. Cette allocation est due par le pouvoir ou l'organisme public, autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui perçoit les allocations familiales.

Pour tous ces montants, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunérations à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

Les frais spéciaux encourus par l'établissement, en raison, notamment, de l'état de santé de l'enfant sont pris en charge, moyennant son accord préalable, par le pouvoir ou l'organisme public, autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui a confié l'enfant.

**Art. 10.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur les subventions, visées aux articles 5 et 6, aux établissements suivant les conditions et la procédure qu'il détermine.

**Art. 11.** L'établissement demande aux parents ou aux personnes qui ont la charge de l'enfant une participation financière par journée d'hébergement, fixée conformément à l'annexe I, sauf lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance prend en charge, conformément à l'article 9, la totalité des frais d'entretien de l'enfant qu'il confie.

Si un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient pour couvrir une partie des frais d'entretien de l'enfant, la participation financière visée à l'alinéa 1er est diminuée de l'intervention qui est payée à l'établissement.

**Art. 12.** Les modalités du calcul de la participation financière visée à l'article 11 sont déterminées conformément à l'annexe II.

**Art. 13.** Les modèles de documents qui doivent être produits par les parents ou les personnes qui ont la charge de l'enfant, lorsqu'ils confient l'enfant à une pouponnière ou un centre d'accueil, figurent aux annexes III et IV.

**Art. 14.** Les établissements se soumettent à l'inspection comptable et pédagogique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998, à l'exception du 3e alinéa de l'article 9 qui entre en vigueur le 1er août 1998.

**Art. 16.** La Ministre-Présidente qui a l'Enfance et l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,  
Mme L. ONKELINX

## Annexe I

Revenu mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant		Revenus mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant	
	100 %	70 %		100 %	70 %
- 20.999	61	61			
21.000 - 21.999	116	82	51.000 - 51.999	361	253
22.000 - 22.999	137	96	52.000 - 52.999	368	259
23.000 - 23.999	157	110	53.000 - 53.999	375	262
24.000 - 24.999	172	120	54.000 - 54.999	382	268
25.000 - 25.999	177	125	55.000 - 55.999	389	272
26.000 - 26.999	187	131	56.000 - 56.999	397	277
27.000 - 27.999	193	135	57.000 - 57.999	403	283
28.000 - 28.999	200	140	58.000 - 58.999	411	288
29.000 - 29.999	204	145	59.000 - 59.999	417	292
30.000 - 30.999	214	150	60.000 - 60.999	424	297
31.000 - 31.999	220	154	61.000 - 61.999	431	302
32.000 - 32.999	229	160	62.000 - 62.999	439	307
33.000 - 33.999	235	164	63.000 - 63.999	444	311
34.000 - 34.999	243	169	64.000 - 64.999	453	317
35.000 - 35.999	249	174	65.000 - 65.999	459	321
36.000 - 36.999	256	180	66.000 - 66.999	467	326
37.000 - 37.999	263	184	67.000 - 67.999	473	331
38.000 - 38.999	270	190	68.000 - 68.999	480	337
39.000 - 39.999	276	194	69.000 - 69.999	488	341
40.000 - 40.999	285	199	70.000 - 70.999	495	347
41.000 - 41.999	291	204	71.000 - 71.999	501	351
42.000 - 42.999	299	209	72.000 - 72.999	509	356
43.000 - 43.999	305	213	73.000 - 73.999	515	361
44.000 - 44.999	312	218	74.000 - 74.999	523	366
45.000 - 45.999	319	223	75.000 - 75.999	529	370
46.000 - 46.999	326	228	76.000 - 76.999	537	375
47.000 - 47.999	333	233	77.000 - 77.999	544	380
48.000 - 48.999	341	239	78.000 - 78.999	552	387
49.000 - 49.999	347	243	79.000 - 79.999	559	391
50.000 - 50.999	355	248	80.000 - 80.999	566	397

Le montant de la participation financière ne peut en aucun cas être inférieur à 61 F (minimum absolu) par jour.

Le montant de la participation financière est fixé à 566 F par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Ces montants ne s'appliquent pas à la participation financière d'un pouvoir public ou d'un organisme public qui effectue un placement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des pouponnières et centres d'accueil agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Annexe II

1. Le calcul de la participation financière des parents ou des personnes qui ont la charge des enfants pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage. Par ménage, il faut entendre soit une personne vivant habituellement seule, soit deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté ou d'alliance, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Lorsque l'un des membres du ménage est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des membres du ménage calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation financière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le centre d'accueil ou la pouponnière.

Il y a lieu pour les membres du ménage inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les membres du ménage soumis à un autre régime peuvent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, accompagné d'une déclaration sur l'honneur.

b) Par "revenus à justifier", il faut entendre toutes les ressources financières du ménage et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (incapacité-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
- allocations de milice;
- bourse d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au centre d'accueil ou à la pouponnière est déterminante pour adapter la participation financière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 3, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année suivante.

2. a) Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des centres d'accueil ou pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normalement due.

Des absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même centre d'accueil ou pouponnière.

b) La même réduction à 70 % est accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants faisant partie du ménage.

L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.

c) Pour les réductions prévues aux points a et b, la participation financière des parents ne peut toutefois être inférieure au minimum absolu.

3. Une garantie peut être perçue lors de l'inscription de l'enfant. En aucun cas, cette garantie ne peut excéder l'équivalent d'un mois de garde. Les montants afférents à cette provision sont restitués lors de la sortie de l'enfant après déduction des sommes restant dues au centre d'accueil ou à la pouponnière par les parents.

## Annexe III

## DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE

Parent ou personne ayant la charge de l'enfant et signant la présente déclaration; Nom et prénom : Adresse :	Dénomination et adresse du centre d'accueil ou de la pouponnière :
Relation parentale :	
Enfant inscrit : Nom et prénom : Adresse :	Réservé au Centre d'Accueil ou à la pouponnière :
Date de naissance : Composition de la famille : Nombre d'enfants de la famille placés en centre d'accueil ou pouponnière et soumis au même barème de redevances : Date d'inscription :	

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants ou d'une déclaration sur l'honneur établie de commun accord avec le travailleur social de l'établissement :

MODELE A	MODELE B
Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjours des enfants hébergés dans les centres d'accueil et pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E.	Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit : 1° ..... F mois de ..... 2° ..... F mois de ..... .....F
Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.	J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.
Date :	Date :
Signature :	Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des pouponnières et centres d'accueil agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

## Annexe IV

## ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINEE A

..... (désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e) .....

agissant au nom de (dénomination et adresse de l'employeur)

.....

.....

certifie que M./Mme.....

domicilié(e) à.....

est à mon service en qualité de .....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

— l'allocation foyer-résidence

— les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S.

pour le mois de ..... s'élève à ..... F

## Cotisation

— O.N.S.S. : ..... F

Caisse veuves et orphelins : ..... F

Caisse de répartition des Pensions communales : ..... F

Précompte professionnel : ..... F

REMUNERATION NETTE : ..... F

— Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser :

Allocations de pause carrière : ..... F

Autres : ..... F

Temps de service presté : .....

Fait à ..... , le

Cachet de l'employeur

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des pouponnières et centres d'accueil agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

N. 98 — 2886

[S - C - 98/29362]

**17 JULI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de betoelaging van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende kinderdag- en nachtverblijven en opvangcentra**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 5, § 1, II;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », inzonderheid op artikel 2, *a, b, c* en *f*;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulpverlening aan de Jeugd, inzonderheid op de artikelen 4 en 43;

Gelet op het besluit van 7 december 1987 van de Executieve betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 60;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 1998;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het besluit van 24 juli 1997 houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de crisisopvanginrichtingen erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » geen uitwerking meer heeft;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is zonder uitstel een nieuw reglementair kader te bepalen waardoor het mogelijk wordt toelagen toe te kennen aan crèches en opvangcentra terwijl men tegelijkertijd de begrotingsevenwichten vrijwaart;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met het Kinderwelzijn en de Hulpverlening aan de Jeugd,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. De crisisopvangcentra voor kinderen hebben tot doel tijdelijk onderdak te bezorgen aan kinderen om hun wederopname in het familiaal leefmilieu te vergemakkelijken.

Deze crisisopvanginstellingen, hierna « de instellingen » genoemd, zijn :

1. het kinderdag- en nachtverblijf
2. het opvangcentrum.

§ 2. De instellingen hebben als opdracht te zorgen voor :

1. het opnemen van kinderen in een gemeenschappelijk en residentieel kader;
2. zo nodig, het begeleiden en het omkaderen van het kind in zijn familiaal leefmilieu, die volgen op een opneming.

§ 3. Overeenkomstig de bepalingen van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », maakt elke inrichting een ontwerp op en biedt een leefmilieu en een begeleiding aan die aangepast zijn aan de behoeften en de leeftijd van het kind.

§ 4. De opneming van een kind door een inrichting wordt beperkt tot 12 maanden, behoudens afwijking waarvan de voorwaarden en de nadere regels bepaald worden door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en goedgekeurd door de Regering.

§ 5. De eerste dag van de opvang is het kind ten minste 7 jaar oud, tenzij een van zijn broers of zusters in diezelfde inrichting is opgenomen. In alle geval, neemt de opvang een einde de dag waarop het kind de leeftijd van 12 jaar heeft bereikt.

**Art. 2.** De inrichtingen worden erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » volgens de voorwaarden en de procedure die hij bepaalt.

Deze erkenning geeft recht op de toekenning van toelagen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » stelt voor elke inrichting de opvangcapaciteit vast, berekend als het maximum aantal kinderen dat de inrichting ten laste mag nemen.

**Art. 3.** De inrichtingen leven de code van plichtenleer bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulpverlening aan de Jeugd na.



**Art. 4.** § 1. De inrichtingen zijn ertoe gemachtigd hun medewerking te verlenen om het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulpverlening aan de Jeugd toe te passen. Uit dien hoofde ontvangen de inrichtingen toelagen die worden toegekend door het Bestuur van de Franse Gemeenschap onder hetwelk de Hulpverlening aan de Jeugd en de Bescherming van de Jeugd ressorteren, indien zij een kind opvangen voor wie een beslissing door een adviseur of door een directeur van de Hulpverlening aan de Jeugd werd genomen of een maatregel krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de Jeugdbescherming waarbij het kind hen wordt toevertrouwd. Deze maatregelen worden bekrachtigd door een schriftelijke akte waarvan de vorm wordt bepaald door het Bestuur van de Franse Gemeenschap onder hetwelk bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd en de Bescherming van de Jeugd ressorteren.

§ 2. De toekenning van toelagen ten laste van het bij § 1 bedoeld Bestuur wordt als volgt georganiseerd :

1. Het globaal aantal opvangdagen van kinderen in de inrichtingen die ten laste mogen worden gelegd van de kredieten van het bij § 1 bedoeld Bestuur wordt jaarlijks door de Regering bepaald. Voor de jaren 1998 en 1999 is dit aantal gelijk aan ten hoogste het totaal aantal van die dagen in 1997 gepresteerd door al de inrichten samen;

2. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalt elk jaar, tegen 31 januari, en voor elke inrichting, het opvangvermogen van kinderen ten laste van het bij § 1 bedoeld Bestuur. Deze capaciteit wordt uitgedrukt in een aantal opvangdagen.

Voor het jaar 1998 is deze capaciteit, behoudens afwijking, gelijk aan het aantal opvangdagen die door de inrichting tijdens het jaar 1997 werden verzekerd. De afwijking wordt toegestaan indien het aantal dagen dat de capaciteit overtreft voortvloeit uit de opvang van kinderen toevertrouwd aan de inrichting vóór één augustus 1998 en voor zover de inrichting vanaf die datum geen nieuwe bij § 1 bedoelde tenlastenemingen meer aanvaardt. De overschrijding van de opvangcapaciteit is voor 1998 toegelaten tot het einde van de tenlasteneming van het (de) betrokken kind(eren).

§ 3. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » houdt toezicht op de toekenning van de toelagen, op eigen initiatief of op het verzoek van het bij § 1 bedoeld Bestuur.

**Art. 5.** De berekening van de toelagen aan de inrichtingen, ten laste van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gebeurt als volgt :

1. De kredieten voor de kinderdag- en nachtverblijven en de opvangcentra in de jaarbegroting die wordt opgesteld door de beheersorganen van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden per envelop aan elke inrichting toegekend;

2. de in punt 1 bedoelde envelop wordt berekend op basis van het percentage overeenstemmend met het bedrag van de toelagen die aan de inrichting werd toegekend t.o.v. het globaal bedrag van de toelagen toegekend aan al de kinderdag- en nachtverblijven en de opvangcentra samen, gedurende een referentieperiode die de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalt.

**Art. 6.** De envelop bepaald overeenkomstig artikel 5 wordt driemaandelijks uitbetaald aan de inrichtingen, naar rata van het totaal bedrag van de werkelijke verantwoorde uitgaven, met aftrek van de bij artikel 4 bedoelde toelagen die door het Bestuur werden toegekend.

Elke inrichting laat elk kwartaal aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » een staat geworden van de werkelijke gestaafde uitgaven en een lijst van de dagen aanwezigheid, effectieve of ermee gelijkgestelde, van de in opvang genomen personen.

Op de staat van de dagen aanwezigheid wordt het onderscheid gemaakt tussen de effectieve en de gelijkgestelde aanwezigheden. Onder gelijkgestelde dag aanwezigheid wordt bedoeld de periode die buiten de inrichting is doorgebracht, ten gevolge van de opvang, in het kader van een bemoeiing voor wederopname in het leefmilieu. Worden als dusdanig beschouwd de activiteiten, met inbegrip van de tijdelijke opvang buitenshuis, die op initiatief van de inrichting werden ondernomen en die aan de volgende voorwaarden zijn onderworpen :

1. opstelling van een geïndividualiseerd projekt inzake omkadering en begeleiding, met inbegrip van zijn nadere regels voor evaluatie, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2. toestemming van de personen die bekleed zijn met het ouderlijk gezag;

3. het betrekken van het kinderdag- en nachtverblijf of het opvangcentrum bij het werk voor maatschappelijke inschakeling of wederinschakeling in het leefmilieu;

4. de toestemming van de overheid die het kind heeft toevertrouwd, in toepassing van artikel 4.

**Art. 7.** Op het einde van elk begrotingsjaar is de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ertoe gemachtigd aan de inrichting het saldo toe te kennen van de envelop die overeenkomstig artikel 5 werd bepaald, voor zover dat het aantal dagen aanwezigheid, effectief of daarmee gelijkgesteld, in de inrichting ten minste gelijk is aan 70 % van de dagen aanwezigheid van de eerste 4 trimesters in verband met de referentieperiode die gediend heeft om de bij artikel 5 bedoelde envelop te berekenen.

**Art. 8.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » is ertoe gemachtigd het saldo van de kredieten bestemd voor de inrichtingen in haar begroting toe te kennen aan de inrichtingen waarvan de activiteit, geraamd in functie van het aantal effectief of daarmee gelijkgestelde aanwezigheidsdagen, toeneemt evenredig met de referentieperiode bepaald overeenkomstig artikel 5.

De toekenning van het saldo van de kredieten bestemd voor de inrichtingen wordt gedaan evenredig aan de vermeerdering van de activiteit, naar rata van de werkelijke verantwoorde uitgaven die de bij artikel 5 bedoelde envelop overschrijden.

**Art. 9.** Wanneer een overheidsmacht of een andere overheidsinstelling dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » een kind aan een inrichting toevertrouwt, komt die tegemoet naar rata van de volgende dagelijkse tarieven, in Belgische munt uitgedrukt :

kind van 0 tot 2 jaar	1886
kind van 2 tot 7 jaar	1760
kind van 7 tot 12 jaar	1285

In de inrichtingen komt de overheidsmacht of de openbare instelling anders dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bovendien tegemoet naar rata van 691 Belgische franken per dag en per kind om de onderhoudskosten te dekken van het kind dat zij aan de inrichting toevertrouwt.

Tijdens de periodes die het opgevangen kind buiten de inrichting doorbrengt in het kader van een werk voor herinschakeling in het leefmilieu, is de tegemoetkoming van de overheidsmacht of van de andere openbare instelling dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » vastgesteld op 100 % van de tarieven bedoeld bij het eerste lid van dit artikel.

Elke dag aanwezigheid van een kind buiten de inrichting, gelijkgesteld met een dag werkelijke aanwezigheid in het kader van een werk voor maatschappelijke inschakeling of herinschakeling in het leefmilieu, geeft recht op een bijkomende toelage van 143 Belgische frank, toegekend aan de personen die het kind ten laste hebben, wanneer kindergeld voor het kind wordt gestort aan de overheidsmacht of de openbare instelling die het kind in de inrichting heeft geplaatst. Deze toelage moet betaald worden door de overheidsmacht of de openbare instelling anders dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » die het kindergeld ontvangt.

Voor al die bedragen wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen werden gekoppeld, gewijzigd bij de daarop volgende besluiten.

De bijzondere kosten verschuldigd door de inrichting omwille, onder meer, van de gezondheidstoestand van het kind worden, mits haar voorafgaand akkoord, ten laste genomen door de overheidsmacht of de andere openbare instelling dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », die het kind heeft toevertrouwd.

**Art. 10.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » mag aan de inrichtingen voorschotten op de bij de artikelen 5 en 6 bedoelde toelagen toekennen onder de voorwaarden en de procedure die hij bepaalt.

**Art. 11.** De inrichting vraagt aan de ouders of aan de personen die het kind ten laste hebben een financiële bijdrage per dag opvang, vastgesteld overeenkomstig bijlage I, tenzij wanneer een overheidsmacht of een openbare instelling anders dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » de totaliteit van de onderhoudskosten van het kind dat zij toevertrouwt ten laste neemt, overeenkomstig artikel 9.

Indien een overheidsmacht of een openbare instelling anders dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » tegemoet komt om een gedeelte van de onderhoudskosten van het kind te dekken, wordt de bij lid 1 bedoelde financiële bijdrage afgetrokken van de tegemoetkoming die door de inrichting wordt betaald.

**Art. 12.** De nadere regels om de bij artikel 11 bedoelde financiële bijdrage te berekenen worden vastgesteld overeenkomstig bijlage II.

**Art. 13.** De modellen van de documenten die door de ouders of door de personen die het kind ten laste hebben, moeten voorgelegd worden wanneer zij het kind aan een kinderdag- en nachtverblijf of een opvangcentrum toevertrouwen, zijn te vinden in de bijlagen III en IV.

**Art. 14.** De inrichtingen onderwerpen zich aan de rekenplichtige en pedagogische inspectie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998, met uitzondering van lid 3 van artikel 9 dat op 1 augustus 1998 in werking treedt.

**Art. 16.** De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd,  
Mevr. L. ONKELINX

## Bijlage I

Maandelijke netto gecumuleerde inkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind		Maandelijke netto gecumuleerde inkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind	
	100 %	70 %		100 %	70 %
- 20.999	61	61			
21.000 - 21.999	116	82	51.000 - 51.999	361	253
22.000 - 22.999	137	96	52.000 - 52.999	368	259
23.000 - 23.999	157	110	53.000 - 53.999	375	262
24.000 - 24.999	172	120	54.000 - 54.999	382	268
25.000 - 25.999	177	125	55.000 - 55.999	389	272
26.000 - 26.999	187	131	56.000 - 56.999	397	277
27.000 - 27.999	193	135	57.000 - 57.999	403	283
28.000 - 28.999	200	140	58.000 - 58.999	411	288
29.000 - 29.999	204	145	59.000 - 59.999	417	292
30.000 - 30.999	214	150	60.000 - 60.999	424	297
31.000 - 31.999	220	154	61.000 - 61.999	431	302
32.000 - 32.999	229	160	62.000 - 62.999	439	307
33.000 - 33.999	235	164	63.000 - 63.999	444	311
34.000 - 34.999	243	169	64.000 - 64.999	453	317
35.000 - 35.999	249	174	65.000 - 65.999	459	321
36.000 - 36.999	256	180	66.000 - 66.999	467	326
37.000 - 37.999	263	184	67.000 - 67.999	473	331
38.000 - 38.999	270	190	68.000 - 68.999	480	337
39.000 - 39.999	276	194	69.000 - 69.999	488	341
40.000 - 40.999	285	199	70.000 - 70.999	495	347
41.000 - 41.999	291	204	71.000 - 71.999	501	351
42.000 - 42.999	299	209	72.000 - 72.999	509	356
43.000 - 43.999	305	213	73.000 - 73.999	515	361
44.000 - 44.999	312	218	74.000 - 74.999	523	366
45.000 - 45.999	319	223	75.000 - 75.999	529	370
46.000 - 46.999	326	228	76.000 - 76.999	537	375
47.000 - 47.999	333	233	77.000 - 77.999	544	380
48.000 - 48.999	341	239	78.000 - 78.999	552	387
49.000 - 49.999	347	243	79.000 - 79.999	559	391
50.000 - 59.999	355	248	80.000 - 80.999	566	397

Het bedrag van de financiële bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 61 F (absoluut minimum) per dag.

Het bedrag van de financiële bijdrage is vastgesteld op 566 F per dag voor de ouders die geen bewijs van hun inkomsten bezorgen.

Deze bedragen zijn niet van toepassing op de financiële bijdrage van een overheidsmacht of van een openbare instelling die de plaatsing doet.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de betoelaging van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende crèches en opvangcentra.

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX

## Bijlage II

1. Voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders of de personen die de kinderen ten laste hebben en die een kind in de opvangcentra of kinderdag- en nachtverblijven plaatsen wordt er rekening gehouden met de gecumuleerde maandelijkse netto-inkomsten van het gezin. Onder gezin dient te worden verstaan ofwel een persoon die gewoonlijk alleen leeft, ofwel twee of meer personen die al dan niet verbonden door familie- of huwelijksbanden gewoonlijk eenzelfde woning betrekken en er samen wonen.

Wanneer een van de leden van het gezin ingeschreven is onder het stelsel van werknemer, bediende, overheidsdiensten en gelijkgestelde en de andere onderworpen is aan een ander stelsel, is het maandelijks netto-inkomen van het gezin gelijk aan de som van de maandelijkse netto-inkomsten van de leden van het gezin voor ieder berekend volgens het stelsel dat op hem toepasselijk is.

a) De gecumuleerde maandelijkse netto-inkomsten van het gezin die in rekening worden genomen voor de berekening van de financiële bijdrage zijn die van de maand die de opname in het opvangcentrum of in het kinderdag- en nachtverblijf voorafgaat.

De leden van het gezin die ingeschreven zijn onder de stelsels werknemer, bediende, overheidsdiensten en gelijkgestelde moeten het document van bijlage 3 door hun werkgever laten invullen.

De leden van het gezin die onderworpen zijn aan een ander stelsel mogen het meest recent aanslagbiljet van het lastencohier betreffende de belasting voor natuurlijke personen samen met een verklaring op erewoord voorleggen.

b) Onder « te verantwoorden inkomsten » dient te worden verstaan al de financiële inkomsten van het gezin en inzonderheid :

— bedrijfsinkomsten;

— sociale prestaties (arbeidsongeschiktheid-invaliditeit-pensioenen-uitkeringen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten- werkloosheidsvergoeding- uitkeringen aan gehandicapten);

— militievergoedingen;

— studiebeurzen;

— gewaarborgde inkomsten, minimum bestaansmiddelen, financiële tegemoetkomingen O.C.M.W.;

De onderhoudspensioenen worden daarna gevoegd bij de referte-inkomsten indien zij bekomen werden.

Zij worden afgetrokken indien zij uitbetaald werden.

De persoonlijke terugbetalingen mogen niet worden afgetrokken.

c) Het sociaal onderzoek door de sociale werker in het opvangcentrum of de crèche is doorslaggevend voor de aanpassing van de financiële bijdrage, in geval van een bijzondere financiële toestand van een gezin, gedurende een welbepaalde periode.

Voor elke afwijking van dit barema is er evenwel een schriftelijk verantwoordingsverslag vereist.

d) De aangifte van de inkomsten van het gezin of de alleenstaande ouder, bepaald in bijlage 3, samen met het bewijs van inkomsten, moet bewaard blijven tot het einde van het volgende jaar.

2. a) Wanneer twee kinderen van eenzelfde familie gelijktijdig geplaatst worden in opvangcentra of crèches erkend en gesubsidieerd door de « O.N.E. » wordt de financiële bijdrage verschuldigd voor ieder kind ingekort met 70 % van de normaal verschuldigde bijdrage.

Gemotiveerde afwezigheden van een van de kinderen hebben voor de ouders geen verlies van deze maatregel tot gevolg.

De sociale werker verifieert de gelijktijdigheid van de plaatsing wanneer twee kinderen niet worden toevertrouwd aan hetzelfde opvangcentrum of dezelfde crèche.

b) Dezelfde korting tot 70 % wordt toegekend voor ieder kind dat tot een familie met drie kinderen behoort die deel uitmaken van het gezin.

Het gehandicapte kind voor wie verhoogde kinderbijslag wordt ontvangen telt voor twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen die deel uitmaken van het gezin.

c) Voor de in de punten a en b voorziene kortingen mag de financiële bijdrage van de ouders evenwel niet lager zijn dan het absoluut minimum.

3. Een borgsom mag bij de inschrijving van het kind geïnd worden.

In geen geval mag deze borgsom hoger zijn dan de tegenwaarde van een maand opvang.

De bedragen die deze borgsom uitmaken worden teruggestort wanneer het kind de inrichting verlaat na aftrek van de bedragen die door de ouders nog verschuldigd zijn aan het opvangcentrum of aan het kinderdag- en nachtverblijf.

## Bijlage III

## AANGIFTE VAN DE INKOMSTEN VAN HET GEZIN

<p>Ouder of persoon die het kind ten laste heeft en die deze aangifte ondertekent;          Naam en voornaam :          Adres :</p>	<p>Benaming en adres van het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf :</p>
<p>Ouderschapsband :</p>	
<p>Ingeschreven kind :          Naam en voornaam :          Adres :</p>	<p>Vorbehouden voor het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf :</p>
<p>Geboortedatum :          Samenstelling van de familie :          Aantal kinderen van de familie die geplaatst zijn in een opvangcentrum of een kinderdag- en nachtverblijf en onderworpenaan dezelfde bijdragenbarema : Datum van inschrijving :</p>	

Deze aangifte wordt aangevuld met een van de volgende modellen of een verklaring op erewoord opgesteld in overeenkomst met de maatschappelijke werker van de inrichting :

MODELE A	MODELE B
<p>Ik ondergetekende verklaar kennis te hebben genomen van het besluit houdende vaststelling van het barema voor de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfskosten van de kinderen opgenomen in de opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven erkend en gesubsidieerd door de « O.N.E. »</p> <p>Il leg geen enkel bewijs van inkomsten voor en verbind er mij toe het bedrag van de maximale financiële bijdrage te betalen die in dit besluit is vermeld.</p> <p>Datum :</p> <p>Handtekening :</p>	<p>Ik ondergetekende verklaar dat de maandelijkse netto-inkomsten van mijn gezin als volgt zijn onderverdeeld :</p> <p>1° ..... F maand .....</p> <p>2° ..... F maand .....</p> <p>..... F</p> <p>Ik staaf deze aangifte met de attesten die door de werkgevers werden ingevuld.</p> <p>Datum :</p> <p>Handtekening :</p>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de betoelaging van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende kinderdag- en nachtverblijven en opvangcentra.

De Minister-Voorzitter,  
 Mevr. L. ONKELINX

## Bijlage IV

## ATTEST IN TE VULLEN DOOR DE WERKGEVER EN BESTEMD VOOR

..... (benaming van het opvangmilieu)

Ik ondergetekende .....  
optredend in naam van (benaming en adres van de werkgever)

.....  
.....

verklaar dat de heer/Mevr. ....  
gehuisvest te .....  
in mijn dienst werkt als.....

Zijn (haar) maandelijkse bruto-bezoldiging, buiten het kindergeld en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar met inbegrip van :

— de aard- en standplaatstoelage

— de andere voordelen onderworpen aan aangifte aan de R.S.Z.

voor de maand ..... bedraagt : ..... F

## Bijdragen

— R.S.Z. : ..... F

Kas Weduwe en Wezen : ..... F

Omslagkas voor Gemeentelijke Pensioenen : ..... F

Bedrijfsvoorheffing : ..... F

NETTO BEZOLDIGING : ..... F

— Andere maandelijkse voordelen die niet aan de R.S.Z. onderworpen zijn,

Nader te beschrijven : ..... F

Andere : ..... F

Gepresteerde dienstdtijd : .....

Gedaan te ,

Stempel van de wergever

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de betoelaging van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende kinderdag- en nachtverblijven en opvangcentra.

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX